

Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire

Bruno Jean

Volume 37, numéro 101, 1993

Géopolitique du territoire québécois

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022346ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022346ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jean, B. (1993). Terre, territoire, territorialité : les agriculteurs et leur attachement au territoire. *Cahiers de géographie du Québec*, 37(101), 291–307. <https://doi.org/10.7202/022346ar>

Résumé de l'article

C'est en voulant comprendre les stratégies d'adaptation de l'agriculture familiale aux diverses conjonctures socio-économiques dans le cadre d'une étude comparative internationale qu'est apparu le paradoxe de l'agriculteur québécois fortement attaché à sa terre et à son coin de pays au moment même où l'abondance des terres disponibles devrait le rendre candidat au déménagement vers les meilleures terres, hypothèse qui sourit d'ailleurs aux agriculteurs des autres pays de l'enquête. Cette observation sert de point de départ au présent article qui se veut autant une réflexion théorique sur le concept de territorialité, une dimension symbolique essentielle de la condition humaine, qu'une analyse sommaire des composantes du rapport au territoire pour une catégorie sociale, les producteurs agricoles, où la terre fait partie de la quotidienneté de vie et de travail; d'ailleurs, l'étymologie commune de terre, territoire et territorialité n'est pas sans révéler comment l'identité individuelle et sociale passait par la médiation de la terre autrefois et par celle du territoire aujourd'hui.

Terre, territoire, territorialité: les agriculteurs et leur attachement au territoire

Bruno Jean

GRIDEQ

Université du Québec à Rimouski

Rimouski (Québec), G5L 3A1

Résumé

C'est en voulant comprendre les stratégies d'adaptation de l'agriculture familiale aux diverses conjonctures socio-économiques dans le cadre d'une étude comparative internationale qu'est apparu le paradoxe de l'agriculteur québécois fortement attaché à sa terre et à son coin de pays au moment même où l'abondance des terres disponibles devrait le rendre candidat au déménagement vers les meilleurs terres, hypothèse qui sourit d'ailleurs aux agriculteurs des autres pays de l'enquête. Cette observation sert de point de départ au présent article qui se veut autant une réflexion théorique sur le concept de territorialité, une dimension symbolique essentielle de la condition humaine, qu'une analyse sommaire des composantes du rapport au territoire pour une catégorie sociale, les producteurs agricoles, où la terre fait partie de la quotidienneté de vie et de travail; d'ailleurs, l'étymologie commune de terre, territoire et territorialité n'est pas sans révéler comment l'identité individuelle et sociale passait par la médiation de la terre autrefois et par celle du territoire aujourd'hui.

Mots-clés: Agriculteurs, identité, terre, territoire, agriculteur familiale, exploitation agricole familiale, Québec, territorialité, localité, ruralité, régions.

Abstract

Land, territory, territoriality: farmers and their attachment to territory

Studying adaptative strategies of the family farm in the various socio-economic conditions by an international survey, the unique and paradoxical situation of farmers from Québec comes to the light. On one side, they express a big sense of belonging to their land; on the other side, they have an easy access to the land and they are free to move for a better land if they wish. But, contrary to all other farmers, they do not want to move even to resettle on a better land. This observation is the starting point of this paper trying to settle down the concept of territoriality, a symbolic dimension of the condition of mankind. Using data from two surveys on farmers from Québec, the paper tries to understand how works this sense of belonging to the land and to the local community in the case of this special social group as it had a regular link with the land. The paper points out the fact that the similar etymology of the French words "terre", "territoire" and "territorialité" may reveal the mediation of the land, the social construction of the territory that plays the same function of creating and sustaining identity.

Key Words: Farmers, identity, land, territory, family farm, Québec, territoriality, locality, regions.

L'évolution socio-économique contemporaine se caractérise par plusieurs mutations, mais une de ces mutations les plus marquantes est sans doute ce curieux phénomène de retour à la question territoriale dans la dynamique sociopolitique. Si, pendant longtemps, l'appartenance au territoire définissait jusqu'à la physionomie singulière des populations, on s'est habitué, sous l'impulsion d'une science sociale aspatiale, à considérer que l'identité individuelle, et même collective, se pétrissait davantage dans des rapports sociaux déterritorialisés, dans des rôles professionnels et des appartenances qui se mesurent par la place occupée dans l'univers hiérarchique du travail, de la production. Mais on redécouvre aujourd'hui la grande prégnance du territoire dans la construction identitaire.

La question territoriale n'est pas notre première préoccupation; elle s'est, en quelque sorte, imposée à nous dans le cadre d'une recherche sur les agriculteurs, et la forme sociale originale dans laquelle s'inscrit leur activité, l'exploitation agricole familiale, ou la ferme familiale. Contrairement à d'autres catégories sociales, le rapport à l'espace et au territoire reste, pour ces acteurs, une réalité bien tangible, quotidienne même. Et au moment où le territoire est essentiel pour eux, c'est l'espace social local, bien davantage que l'espace national, toujours de l'ordre de l'imaginaire, qui fait sens à leurs yeux. Contrairement à une certaine représentation des choses, nos enquêtes nous révèlent un trait de toute culture, soit le profond attachement au territoire chez les agriculteurs.

Nous nous sommes donc sentis autorisés à réinterpréter les questions lancées par les responsables du présent numéro thématique sur la géopolitique de l'enjeu québécois, en proposant quelques éléments de réflexion sur la dynamique qui va de l'occupation du territoire à la territorialité comme réalité sociale susceptible d'analyse, sorte de réalité incontournable, pour déboucher justement sur une analyse, elle aussi à l'état d'une ébauche incomplète, sommaire, provisoire, des pratiques territoriales des agriculteurs, notamment des agriculteurs bas-laurentiens, récemment enquêtés dans le cadre de deux recherches sur leurs pratiques et leurs représentations.

Il s'agit donc ici d'une bien modeste contribution au débat, soit l'examen de certains aspects des pratiques de la territorialité d'un groupe social, les agriculteurs, dont le travail quotidien nous met toutefois au coeur du sujet dans la mesure où il s'inscrit dans un rapport à la terre, donc au territoire. On sait par ailleurs que les identités régionales d'aujourd'hui se sont forgées dans l'histoire; mais cette histoire fut celle des sociétés rurales où dominait l'activité agricole, elle-même subordonnée à un cadre social dominé par la religion catholique, et les représentations symboliques du territoire encore vivantes aujourd'hui, celles qui laissent des traces dans le marquage territorial et le langage, puisent dans cet héritage historique.

Après un premier point, présentant plutôt notre entendement de la question de la territorialité, nous aborderons notre analyse, qui se présente davantage comme une série de remarques sur divers indices pertinents extraits de deux enquêtes. Une première enquête s'inscrit dans le contexte d'une vaste étude internationale sur le fonctionnement de l'exploitation agricole familiale¹, et la

seconde découle de la volonté des fédérations de l'UPA du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-du-Sud et du Saguenay—Lac-Saint-Jean de comprendre la dynamique de l'intégration sociale et culturelle des agriculteurs dans de tels milieux ruraux aujourd'hui²; dans ce cas, cela nous a entraîné dans la réalisation d'une enquête plus réduite, en terme de variables observées, mais auprès de plus de la moitié des agriculteurs des régions concernées. Ces remarques concerneront les deux versants de cette dynamique territoriale en regard de la formation des identités. Dans un premier temps, nous commenterons ce processus de *l'identité du territoire* qui se forme dans le rapport à la terre s'inscrivant dans la longue durée, l'historicité comme dirait le sociologue Alain Touraine. Et dans un second temps, c'est *le territoire de l'identité* qui sera analysé en illustrant comment la référence au territoire local comme facteur structurant de l'identité de ces agriculteurs semble apparaître centrale dans l'expression de leurs identités et de leur appartenance. Rappelons encore ici le caractère très sommaire de ces observations qui puisent d'ailleurs à plusieurs tableaux statistiques générés par ce type d'enquête et que nous n'avons pas cru bon de présenter pour éviter d'alourdir un texte qui veut davantage construire des hypothèses que démontrer des thèses.

ENTRE L'IDÉEL ET LE MATÉRIEL: SUR LA TERRITORIALITÉ COMME RÉALITÉ SOCIALE

Les sciences humaines ont cette singulière particularité de travailler sur des phénomènes dont la définition, et donc la réalité elle-même, est problématique. La notion de région appartient à cette catégorie de phénomènes qui intéressent les sciences sociales, même si sa définition n'est pas aussi évidente³. On le sait, il s'agit d'un concept à géométrie variable. Il peut tout autant désigner l'espace restreint d'une région naturelle définie par les limites d'un bassin versant qu'un plus vaste territoire administratif ou qu'un ensemble de pays se participant à l'échelle de la planète. Et entre le concept de région naturelle de Vidal de La Blache et celui de région comme espace vécu d'Armand Frémont, il n'y a guère de choses en commun.

Si nous nous reportons au contexte québécois, la notion de région s'entend le plus souvent comme ces entités sociospatiales qui font sens pour leurs habitants comme pour le reste de la société. Ces régions se sont forgées dans l'histoire, qui est ici le plus souvent l'histoire du peuplement, étant donné la jeunesse de notre société. Par exemple, tout le monde reconnaît qu'il existe une portion de l'espace québécois qui s'appelle la Gaspésie, la Beauce, le Saguenay, etc... même s'il est plus facile d'identifier le centre de ces régions que leurs frontières. Où commence le Bas-Saint-Laurent et où finit-il? Voilà une question épineuse. Sur l'axe nord/sud, rien de plus facile avec une frontière naturelle, l'estuaire, et une frontière politique, soit la frontière avec l'État américain du Maine et la province du Nouveau-Brunswick. Sur l'axe est/ouest, la frontière est plutôt variable selon les perceptions de chacun, ce qui a sérieusement embêté l'IQRC avec son grand projet d'histoire régionale. Aussi, le groupe de recherche auquel j'appartiens a fait de l'étude de ces processus complexes de formation des identités régionales un thème important des recherches qu'il entend poursuivre.

Dans notre esprit, le concept de région connote davantage une dimension symbolique et une réalité discursive. Certes, il existe parfois des spécificités écologiques, ou une forme de matérialité inscrite dans des dispositifs administratifs ou juridiques, mais, la plupart du temps, il n'y a guère de caractéristiques morphologiques propres à une région et qui pourraient lui servir d'assises plus visibles, plus manifestes. L'identité régionale repose alors sur une conscience collective partagée par les diverses couches d'acteurs sociaux. Elle s'exprime dans des modes particuliers d'agir et de penser, donc dans une culture régionale. Celle-ci n'est pas sans influencer les comportements sociaux et les pratiques économiques.

Les faits sociaux qui intéressent les sciences sociales se constituent donc à la fois dans l'ordre matériel et dans l'ordre symbolique, l'idéal et le matériel comme le disait justement Maurice Godelier dans un ouvrage paru il y a quelque temps. Dans le cas du fait social du régionalisme, la dimension symbolique est sans contredit plus importante que sa dimension matérielle. La région est d'abord un fait du discours, un fait de langage. Comme fait de langage, on peut retracer son mode de construction à partir de la sémantique. En France, on parle souvent de l'étymologie commune entre *pays*, *paysan*, *paysage*; là, le mot *pays* désigne, selon le cas, le pays au sens juridique, la nation en fait, et la petite région. On parle du pays de Caux en Normandie, des pays de la Loire, du pays bigoudin en Bretagne, etc. Le *pays*, c'est la petite région d'appartenance, un espace socio-économique vécu et qui a du sens pour ses habitants.

On peut refaire la même observation sur l'origine étymologique commune des notions de *terre*, *territoire*, *territorialité*. La notion de territorialité est relativement nouvelle et, nous pensons, très pertinente dans l'étude de la question régionale. En effet, dans la production de leurs conditions d'existence, comme le disait Marx en son temps, les hommes ne produisent pas seulement des biens et des services, mais ils produisent aussi des signes, du sens, des significations. On peut aussi soutenir qu'ils produisent un espace qui est chargé de sens à leurs yeux, qu'ils produisent un territoire. C'est de cette production d'un territoire plein de sens, chargé de significations, que veut rendre compte le concept de territorialité, qui ne peut donc s'appliquer qu'à un territoire travaillé par l'homme, habité.

Car si, pour les collectivités humaines, la conscience ne se déterminait que par la production des biens et services, comment alors expliquer cet attachement au territoire habité, lequel peut aller très loin: on acceptera consciemment une situation personnelle plus difficile (chômage, sous-emploi, bas niveau de consommation, etc.) plutôt que de migrer dans un autre territoire offrant de meilleures opportunités. Ces phénomènes de résistance à la mobilité, lesquels sont postulés comme inexistants ou irrationnels dans l'économie néo-classique — les modèles postulent la parfaite mobilité des facteurs de production en fonction des avantages comparatifs, des perspectives de profits ou de revenus —, sont une manifestation tangible de l'importance du rapport au territoire, de la territorialité en fait, dans la condition humaine. Il est donc probable que, dans la construction même de sa propre identité individuelle, le rapport au territoire joue un rôle fondamental. D'ailleurs, quand des gens se rencontrent pour la première fois, que disent-ils pour s'identifier? Le plus souvent, c'est la référence spatiale qui sert

d'abord de référent identitaire — je suis de Rimouski, du Bas-Saint-Laurent, du Québec —; ensuite, de manière optionnelle, vient la référence professionnelle — je suis professeur à telle université...

L'actualité des dernières années nous montre aussi comment la question des territoires, en fait les questions concernant leur identification, leur découpage, leurs usages en fonction des ambitions et des représentations de certains groupes revendiquant une quelconque ethnicité, est devenue pratiquement au centre de la vie sociopolitique. Les conflits contemporains les plus violents sont la plupart du temps des conflits concernant des territoires, que ce soit au Moyen-Orient, en ex-Yougoslavie, ou plus près de nous à Oka et sur la rive sud de Montréal. Le cas des revendications des Mohawks l'illustre davantage. Leur requête de reconnaissance comme nation est d'abord une revendication territoriale basée sur des supposés droits historiques sur une portion relativement vaste de territoire s'étendant de Montréal à l'État de New York. Tout se passe comme si on revenait à une vieille idée qui prétend que le maintien des collectivités culturelles passe par la possession d'un territoire identifié comme celui de la collectivité en question. Les Palestiniens revendiquent les territoires occupés... leur territoire. En Europe de l'Est et en ex-Union soviétique, on assiste à une formidable remontée des mouvements nationalistes, qui revendiquent cette souveraineté territoriale. Et l'administration française est en train de consacrer, dans différents textes juridiques, la notion de «collectivités territoriales».

Ces quelques observations montrent comment la notion de territoire est centrale dans l'expérience humaine, tant individuelle, comme facteur de construction de l'identité individuelle, que collective, comme facteur de construction et de reconnaissance des groupes sociaux se définissant des appartenances, qu'elles soient locales, régionales ou nationales.

L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE: SUR LE «RAPPORT À LA TERRE» CHEZ LES AGRICULTEURS

La question du rapport à la terre chez les agriculteurs est d'autant plus intéressante à étudier que, selon divers théoriciens de l'économie agricole contemporaine, la terre serait devenue un facteur de production parmi d'autres exerçant des effets plus déterminants; on pense à un facteur comme le capital (mesuré par la valeur de la machinerie, du cheptel, des bâtiments de la ferme et de la terre comme telle). Dans l'agriculture moderne, la séculaire servitude de la terre serait devenue secondaire. Malgré ces points de vue, il reste que la localisation de la terre par rapport aux marchés et ses qualités agro-écologiques intrinsèques déterminent encore passablement le dynamisme des agriculteurs ou de l'agriculture d'une région donnée. Par ailleurs, la terre resterait une donnée stratégique dans la mesure où la terre n'est pas extensible comme la population. Les variations du régime démographique, le plus souvent la croissance, posent souvent des épineux problèmes pour préserver ou acquérir la terre, pour faire face au croît démographique. Cela se traduit prosaïquement pour chaque agriculteur dans des

stratégies qu'il doit mettre en oeuvre pour installer ses enfants (selon les possibilités de morcellement du patrimoine foncier, de son extension, ou de migration vers des terres neuves).

Nous sommes associés depuis quelques années à une ambitieuse recherche comparative internationale sur les exploitations agricoles familiales avec des collègues de France, de Pologne, de Tunisie et du Brésil; il s'agit de comprendre comment les fermes familiales se sont adaptées aux changements des conjonctures économiques, politiques et culturelles⁴. Dans la mesure où l'exploitation agricole familiale reste un modèle dominant d'organisation de la production agricole dans tous ces pays qui présentent des cas de figures fort différents (économie développée du Nord, économie en développement du Sud, régime planifié à l'Est et régime libéral à l'Ouest), nous avons entrepris d'étudier les ressorts de cette forme de production, qui semblent manifester une grande capacité d'adaptation à ces conjonctures si différentes. Pour ce faire, nous avons réalisé une enquête par questionnaire sur 13 échantillons d'agriculteurs correspondant à autant de terrains de recherche déjà connus des équipes de chercheurs dans ces pays.

Le questionnaire, identique sur tous les terrains, tente de mesurer à la fois la dynamique de l'organisation productive et les représentations des agriculteurs. Au Canada, il a été administré dans la région du Bas-Saint-Laurent et dans une municipalité rurale de la Saskatchewan auprès d'une centaine d'agriculteurs. Nous avons constitué une base de données internationale avec l'ensemble des résultats des autres terrains de recherche, soit 634 cas pour plusieurs centaines de variables, ce qui permet de mettre en relation les pratiques et les représentations des agriculteurs du Québec et de la Saskatchewan avec les échantillons de leurs homologues dans les autres pays participant à l'enquête.

La question du rapport à la terre est évidemment une question qui intéresse largement cette équipe de recherche internationale, et notamment les chercheurs européens, dans la mesure où l'agriculteur modernisé d'aujourd'hui est issu d'une paysannerie européenne dont un des traits marquants a été la lutte incessante, au fil des générations, pour accéder à, contrôler, agrandir la terre. Et même dans l'agriculture moderne, les stratégies d'élargissement du patrimoine foncier seraient toujours bien présentes mais moins pour des raisons de sécurité familiale, de patrimoine, que de strictes raisons de rentabilité économique, celle-ci étant devenue le moteur de la production agricole moderne.

Quelques questions abordaient directement ce phénomène du désir de la terre, de l'attachement à la terre et au territoire. Une question soumettait au répondant l'hypothèse suivante: si on vous proposait *une exploitation plus importante et dans de meilleures conditions dans une autre région, la prendriez-vous? Si non, pourquoi?* Deux autres questions étaient libellées de la manière suivante: 1) *Envisageriez-vous de vendre de la terre pour acheter une plus grande exploitation ailleurs?* 2) *Envisageriez-vous de vendre de la terre pour acheter une meilleure terre ailleurs?* Les résultats, synthétisés dans le tableau 1, sont tout à fait intéressants dans la mesure où le groupe des producteurs agricoles québécois du Bas-Saint-Laurent se démarque de tous les autres, de par le monde si on peut dire (sachant que notre échantillon international n'est en rien

statistiquement représentatif des fermes familiales du monde entier). En effet, c'est le seul terrain de recherche où ces agriculteurs disent unanimement qu'ils ne sont pas intéressés à déménager pour prendre une terre plus grande ailleurs.

Par ailleurs, même l'hypothèse de se voir offrir une terre plus avantageuse dans une autre région, option qui semble plaire à pratiquement 7 agriculteurs brésiliens sur 10, n'attire que 1 producteur agricole québécois sur 10. Nous n'insistons pas ici sur les corrélations significatives qui caractérisent ces résultats; cela veut dire que l'appartenance à tel ou tel terrain exerce une influence décisive sur la manière de manifester ses représentations face à la terre et à la territorialité. Il y a une sorte de gradient des opinions où les Québécois occupent un bout avec les agriculteurs polonais, l'autre étant tenu par les Brésiliens, alors que les Français et les Tunisiens occupent les positions intermédiaires.

Tableau 1 Différents indices de l'attachement à la terre et au territoire des agriculteurs des terrains de notre étude comparative sur les exploitations agricoles familiales (N = 634 en pourcentage de réponses positives)

TERRAIN et PAYS	Prendrait une exploitation dans une autre région	Vendrait de la terre pour acheter une plus grande exploitation ailleurs	Vendrait de la terre pour acheter une meilleure terre ailleurs
Nordeste	70.5	37.7	42.6
Lémé/São Paulo	68.0	78.0	62.0
Rio Grande do Sul	66.0	66.0	59.6
Brésil	68.4	58.9	53.8
Québec/BSL	11.1	0.0	4.4
Saskatchewan	40.4	10.6	19.1
Canada	26.1	5.4	12.0
Bretagne	25.0	6.3	10.4
Marais-Poitou	38.8	18.4	28.6
Causses	28.9	10.5	13.2
France	31.1	11.9	17.8
Ras El Djebel	24.5	18.4	20.4
Zaghuan	51.0	14.3	22.4
Tunisie	37.8	16.3	21.4
Drobin	10.0	14.0	18.0
Steszew	10.0	10.0	8.0
Zator	11.8	5.9	15.7
Pologne	10.6	9.9	13.9
Total	35.8	22.9	25.6

Comment interpréter un tel résultat? Les agriculteurs québécois contemporains seraient-ils davantage que leurs collègues d'Europe ou les paysans brésiliens attachés à leur espace, leurs communautés locales, leur région, au point qu'ils n'envisagent pas d'améliorer leur sort par la migration sur une ferme meilleure? L'interprétation doit ici prendre en compte la situation socio-historique

propre à ces agriculteurs québécois, situation qui les démarquent sensiblement de tous les autres.

Il est certain que la question de l'accès à la terre n'a jamais été un problème, comme ce fut le cas en Europe, et que c'est toujours le cas avec les paysans du Brésil. Suite à une formidable évolution qui a éliminé le plus grand nombre, les agriculteurs qui ont participé à cette enquête sont ceux qui restent aujourd'hui, et, pour eux, le problème de la terre, ce n'est pas du tout un problème d'accès, un problème de quantité, mais peut-être parfois un problème de qualité (d'où leur volonté systématique non pas d'acheter de la terre mais d'améliorer leur fond de terre). Par ailleurs, on peut supposer qu'avec la sélection des agriculteurs s'est aussi opérée une sélection des meilleures terres disponibles et que les agriculteurs québécois d'aujourd'hui, même ceux du Bas-Saint-Laurent, estiment avoir pu constituer un patrimoine foncier relativement intéressant pour y déployer une agriculture conforme à leur modèle d'agriculture familiale fortement productive et marchande.

Par contre, si la réponse des agriculteurs québécois peut s'expliquer en partie par cette histoire relativement singulière, elle n'épuise pas l'interprétation; il faut faire intervenir ici la question de l'attachement au terroir, à la terre, sa terre, et plus largement à sa communauté, son coin de pays, toute chose qui émerge au concept de territorialité. Dans la première question sur l'intention de prendre une meilleure terre dans une autre région, si l'occasion lui en était offerte, un choix de réponses était proposé à celui qui déclarait refuser cette éventualité; deux modalités, soit l'attachement à sa terre ou l'attachement à son entourage, lesquelles se sont d'ailleurs avérées les plus populaires auprès des répondants, permettent de saisir, dans une certaine mesure, ce phénomène de la territorialité.

Dans l'échantillon global 36 % des répondants motivent leur choix par leur attachement à leur terre et un autre 38 % des répondants mentionnent leur attachement à leur entourage. Des 13 terrains de l'étude, 4 se distinguent sous ce rapport, soit les 2 terrains canadiens, celui de la Bretagne en France et celui de Steszew en Pologne où l'attachement à l'entourage oscille aux alentours de 60 %. Et bien que l'attachement à la terre soit mentionné souvent, l'attachement à l'entourage semble nettement plus fort sur ces terrains (comme en Saskatchewan où la mention d'un quelconque attachement à la terre est rare). Assez paradoxalement, mais cela s'explique aussi, les mentions les plus fréquentes d'attachement à sa terre pour ne pas aller prendre une meilleure exploitation dans une autre région sont le fait des terrains où il existe aussi un nombre assez grand de répondants prêts à partir ailleurs, comme à Zaghouan en Tunisie ou dans le Nordeste brésilien. Ici, tout se passe comme si la question de la terre était plus cruciale dans le vécu des agriculteurs: ou on a la chance d'avoir une terre acceptable et on y est fort attaché ou on n'a pas la terre qu'on voudrait et on est d'office candidat au départ pour une situation meilleure.

Par ailleurs, la configuration des réponses à cette question nous permet de mieux comprendre ce qui est derrière cet attachement à son milieu, à la territorialité, en somme; contrairement à certaines idées reçues, c'est d'abord

l'attachement à une communauté humaine localisée qui fait la substance de la territorialité et non l'attachement à un territoire conçu comme un espace biophysique qu'on aménage... sur lequel on fait un certain travail. C'est du moins ce que disent les agriculteurs, certains plus que d'autres il est vrai, et pourtant il s'agit d'une catégorie de travailleurs en relation constante avec le territoire. Cela nous amène à l'idée de l'existence d'une dimension décisive dans l'expérience humaine, celle d'une sorte d'espace social local, lieu d'autant plus investi de sens que la mondialisation des échanges et la délocalisation des structures industrielles rendent les vieilles catégories spatiales désuètes, inopérantes. Nous reviendrons plus loin sur cette question, une autre facette de la territorialité.

Aussi, on peut soutenir que, dans une catégorie sociale comme les agriculteurs québécois contemporains, qui n'ont désormais plus besoin de la mobilité pour améliorer leur patrimoine foncier — et, dans notre histoire, la mobilité a existé mais seulement sous l'aiguillon de la nécessité, lorsque les meilleures terres du corridor laurentien étaient occupées, ce qui a entraîné la colonisation des terres neuves, souvent handicapées du point de vue des potentialités agro-écologiques dans les régions périphériques —, la territorialité est une valeur importante qui conditionne des comportements et des représentations. Comme il n'y a pas vraiment de problèmes structurels ou conjoncturels dans l'accès à la terre pour ce groupe d'agriculteurs qui semblent expliquer les pratiques des agriculteurs de certains autres terrains de recherche, la perspective de migrer pour se voir offrir une terre quand même meilleure ou plus grande — cette hypothèse gardant quand même un sens ici malgré ce qu'on vient de dire de l'expérience historique québécois —, il faut s'en remettre à l'effet de la territorialité dans les pratiques, les comportements et les représentations de ces agriculteurs.

Cette territorialité se nourrit certainement d'une certaine historicité, d'une permanence dans le temps, de la longue durée intergénérationnelle. Or, le sous-groupe des agriculteurs bas-laurentiens de cette enquête internationale se démarque aussi par leurs origines terriennes et locales. La quasi-totalité des agriculteurs enquêtés déclarent avoir un père agriculteur, et une très forte majorité de ces derniers sont nés dans la municipalité où ils pratiquent l'agriculture aujourd'hui (93 %). De plus, 91 % des répondants déclarent que leur famille est originaire de l'endroit. Cette génération contemporaine d'agriculteurs se caractérise par la stabilité... et non la mobilité dont on apprend par les travaux de Gérard Bouchard qu'elle a été très importante dans les sociétés rurales du XIX^e siècle, comme ce fut le cas au Saguenay. Souvent né sur la terre qu'il cultive aujourd'hui, issu d'une famille qui, depuis des générations, habite la même « paroisse », l'agriculteur se situe ainsi dans un type de rapport à la terre, basé sur des valeurs patrimoniales, sur la permanence dans le temps, sur une connaissance intime des lieux, toute chose qui définisse une territorialité qui trouve ainsi un terrain solide pour se manifester et induire des visions du monde et des pratiques sociales.

LE TERRITOIRE DE L'IDENTITÉ: DE QUELQUES REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES DU LOCAL CHEZ LES AGRICULTEURS

Ce rapport au territoire se concrétise dans les sentiments identitaires, dans la construction de l'identité individuelle aussi bien que collective. Nous voudrions illustrer ici sommairement comment le territoire de l'identité, pour une catégorie sociale comme les agriculteurs, c'est d'abord le niveau local, celui de la collectivité locale, de la municipalité, de la paroisse. Ainsi, malgré une trentaine d'années d'une politique, et peut-être davantage d'une idéologie, volontariste de construction d'une conscience régionale, si l'étroit «esprit de clocher» apparaît appartenir à une époque révolue, plusieurs indices nous portent à penser que ce niveau local garde une profonde signification dans la construction de l'image de soi des agriculteurs.

Encore ici, une autre variable de notre questionnaire nous apporte des résultats inédits sur le sentiment identitaire de notre sous-groupe d'agriculteurs québécois du Bas-Saint-Laurent. Il s'agissait pour les répondants de choisir le niveau spatial de référence qu'ils préféreraient utiliser pour s'identifier; la question était fermée et leur proposait le référent local, régional ou national. Des 13 terrains de recherche de l'enquête, seulement 3 groupes ont choisi majoritairement le niveau local; les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent, le groupe de la région des Causses dans le sud de la France et le groupe de Zator dans le sud de la Pologne (tableau 2).

La référence nationale est unanime dans un seul cas, soit la Tunisie avec deux échantillons d'agriculteurs dans deux zones agro-écologiques différentes. Dans ce cas, nos collègues de la Tunisie le pensent aussi, ce jeune pays africain, où la construction nationale est encore à se faire suite à l'indépendance, les idéologies globales mettent l'emphasis sur les sentiments nationalistes et une pareille question, dans ce contexte, est une question biaisée. La réponse est induite par la question elle-même; pour bien paraître aux yeux d'un enquêteur venu de la capitale et appartenant à une institution nationale (un institut tunisien de recherche agronomique), le répondant se devait de manifester son adhésion à l'identité nationale tunisienne. Les références à un niveau spatial d'identité sont contrastées en Pologne; alors que le groupe du sud du pays identifiait le référent local, le référent national est massivement mentionné par les agriculteurs du terrain de Drobin, une municipalité à 100 km au nord-ouest de Varsovie. Nous observons aussi une différenciation nationale entre les niveaux d'identité spatiale qui font spontanément le plus sens pour ces agriculteurs; le référent national est d'emblée préféré par ceux de la Tunisie et de la Pologne; le référent régional obtient des réponses plus mitigées et remporte la palme en France avec un score assez faible. Finalement, le référent local, malgré des différences entre terrains occultées par la somme des résultats par pays, domine aisément au Canada. Sans spéculer longuement sur un tel résultat, on peut toutefois affirmer que cet attachement au local, cette identité qui se construit en référence à cet espace social, est un phénomène qui semble particulièrement fort dans le milieu agricole canadien même si on peut l'observer ailleurs.

Tableau 2 Niveau spatial d'identité (local, régional ou national) des agriculteurs des terrains de notre étude comparative sur les exploitations agricoles familiales (N = 634 en pourcentage)

TERRAIN ET PAYS	LOCAL	RÉGIONAL	NATIONAL
Nordeste	19.7	27.9	44.3
Lémé/São Paulo	48.0	10.0	38.0
Rio Grande do Sul	27.7	40.4	25.5
Brésil	31.0	25.9	36.7
Québec/BSL	57.8	24.4	17.8
Saskatchewan	48.9	14.9	36.2
Canada	53.3	19.6	27.2
Bretagne	27.1	31.3	39.6
Marais/Poitou	26.5	40.8	30.6
Causses	65.8	21.1	7.9
France	37.8	31.9	27.4
Ras El Djebel	12.2	14.3	69.4
Zaghuan	8.2	16.3	75.5
Tunisie	10.2	15.3	72.4
Drobin	10.0	0.0	88.0
Steszew	22.0	30.0	48.0
Zator	54.9	11.8	27.5
Pologne	29.1	13.9	54.3
Total	32.0	21.8	43.1

Cette question comporte aussi un autre biais que l'on découvre toujours après coup, au moment de l'analyse, qui, dans un premier temps, doit tenter de découvrir le sens des questions pour ceux qui ont accepté d'y répondre. Je dirais que l'affirmation de notre identité territoriale dépend du contexte où on se trouve, et à qui s'adresse cette affirmation identitaire; par exemple, si je suis à Chicoutimi, je dirai que je suis Rimouskois, si je suis à Montréal, je dirai peut-être que je suis du Bas-Saint-Laurent, et si je suis à Paris, je dirai que je suis Québécois.

Mais on peut soutenir, et d'autres variables de cette étude le montrent, que les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent ont une conscience plutôt vive de l'espace social local comme environnement structurant de leur existence. Même s'ils participent à des réseaux plus larges par leurs activités professionnelles et économiques, la référence locale semble rester centrale dans leur vécu. On a vu plus haut que celle-ci puise déjà à une longue histoire familiale d'enracinement dans un milieu. Mais l'implication de ce groupe dans la vie locale est impressionnante. Nous avons d'ailleurs tenté, dans l'autre étude en collaboration avec l'UPA, de mieux saisir le phénomène d'intégration sociale des agriculteurs; nous en parlerons un peu plus loin.

Cette conscience locale se manifeste de différentes manières. On constate d'abord que les agriculteurs, à plus de 90 %, votent aux élections municipales; quand on connaît par ailleurs les taux élevés d'abstention aux élections locales au Québec, nul doute que les agriculteurs se démarquent sensiblement des autres

catégories sociales sous ce rapport. Cela ne veut pas dire que la politique municipale les passionnent, la moitié des agriculteurs déclarant, dans l'enquête de l'UPA, ne jamais assister aux réunions du conseil municipal.

Dans cette enquête, on a remarqué une proportion relativement élevée d'agriculteurs dans la fonction de maire et d'échevin des corporations municipales. L'intérêt pour une telle fonction est aussi lié au concept de territorialité; c'est un indice pouvant mesurer certaines dimensions de ce phénomène. Cette intense participation à la vie politique et au pouvoir local est par ailleurs étonnante dans la mesure où, sur un autre plan, celui des organismes régionaux parapublics de gestion socio-économique, comme dans le domaine de la santé et des affaires sociales avec des conseils d'administration laissant place à des «usagers», ils sont nettement sous-représentés.

En sociologie rurale, une première interprétation du phénomène consistait à dire que les agriculteurs s'accrocheraient au pouvoir municipal par peur de voir d'autres couches sociales locales s'en emparer et entraîner la municipalité dans la mise en place de divers services correspondant à leurs besoins et qui se traduisent par une substantielle augmentation du compte de taxes. Cette interprétation est fréquente en France, mais je pense qu'elle ne s'applique pas totalement au Québec, où le pouvoir local est moins significatif dans les faits et dans la symbolique. Ici, on voit souvent des maires ruraux se faire élire sur le fait qu'ils annoncent qu'ils n'ont pas de programme, qu'ils ne vont rien faire...; sous-entendu, ils ne vont pas perturber l'ordre des choses, celui d'une intervention minimale pour ne pas créer de pressions sur les finances publiques locales.

L'hypothèse d'une volonté de contrôle de l'institution municipale tient mal, lorsque l'on regarde de plus près les résultats. Mon collègue Oleg Stanek constate en effet que ces maires agriculteurs de notre échantillon bas-laurentien ne sont pas les agriculteurs les plus dynamiques et aussi ne sont pas maires dans les paroisses les plus prospères. Il y a plutôt une nette tendance à voir un maire agriculteur dans les petites municipalités marginales ou en déclin, où ces maires ont aussi des fermes plutôt marginales. Cela invalide la thèse soutenue plus haut et conforte, par ailleurs, une interprétation plus proche de la thèse de la prise de conscience de la territorialité...; dans ce cas-ci, ce serait une territorialité menacée qui engagerait la mobilisation de ces agriculteurs. Car la perception des menaces sur l'avenir de la communauté est probablement à l'origine de la prise de conscience de l'importance de la territorialité chez les individus.

Par ailleurs, la participation des agriculteurs aux autres activités locales, comme les fêtes et les autres événements du genre, est importante. Dans l'enquête internationale, la palme revient aux agriculteurs de la Saskatchewan; cela n'est pas surprenant dans le contexte où les agriculteurs représentent une proportion très large de la population locale elle-même, la structure économique des villages ruraux étant essentiellement agricole. Les agriculteurs québécois arrivent dans les premiers rangs sous ce rapport; ici, on peut aussi penser que la situation démographique et sa perception locale, induisent des comportements de solidarité; on se dit qu'étant donné la petite taille de la population, si une activité sociale quelconque est

proposée, il faut y participer, sinon elle ne pourra avoir lieu ou se reproduire. Cela est aussi vrai pour le phénomène associatif; dans les villages ruraux les plus étriqués démographiquement, on peut observer des ratios d'associations volontaires de l'ordre de quatre à cinq fois supérieurs à celui observé dans les villes moyennes.

Une question similaire a été posée dans le cas de l'enquête avec l'UPA. Les résultats pour les agriculteurs de la Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean (tableau 3) sont congruents avec cette analyse, la participation aux fêtes locales semblant varier assez fidèlement avec la taille des villages et leur éloignement; ainsi, les agriculteurs des environs de Chicoutimi ont les réponses positives les plus faibles et ceux du Lac-Saint-Jean semblent avoir des niveaux de participation plus élevés que ceux du Saguenay. Et une question sur l'implication effective des agriculteurs de ces régions dans l'organisation des loisirs montre des résultats similaires; une implication plus forte semble se manifester dans les municipalités en déclin économique et démographique.

Dans le processus de modernisation agricole des 30 dernières années, on a assisté à une dissociation progressive entre la pratique agricole et l'environnement local (approvisionnement des fermes via des coopératives régionalisées et écoulement des produits sur un marché national avec la disparition des structures locales de services aux fermes); dans ce contexte, les agriculteurs en sont venus à voir l'avenir de leur communauté comme un problème fort distinct de leur propre problème de survie... jusqu'à la période récente, où ils sentent confusément que leurs belles fermes ne pourront survivre dans un désert social. Dans l'enquête avec l'UPA, nous avons posé la question suivante: advenant des difficultés graves dans votre localité (pertes d'emplois, forte émigration, disparition des services), les conséquences pour vous, en tant que producteur agricole, seraient-elles très graves, moyennement graves ou peu graves? Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, comme dans le Bas-Saint-Laurent et sur la Côte-du-Sud, seulement un agriculteur sur quatre pense que cela aurait peu de conséquences et un agriculteur sur cinq déclare que les conséquences seraient très graves. À notre avis, un tel résultat dénote l'émergence d'une prise de conscience, loin d'être généralisée, chez les agriculteurs de la nécessité de la vitalité de leur communauté sociale pour consolider la propre viabilité de leur entreprise.

Cet avenir est aussi fonction des perspectives d'avenir du secteur de production dans lequel oeuvrent les agriculteurs; une question allait dans ce sens. Toujours au Saguenay—Lac-Saint-Jean, deux agriculteurs sur trois envisagent l'avenir de leur secteur avec optimisme, mais cet optimisme semble varier assez sensiblement avec les différents syndicats de secteur de l'UPA, qui nous renvoie à des territoires avec leurs systèmes de production dominants. Comme on pouvait s'en douter, là où l'avenir s'annonce bon, on craint moins que la relève abandonne à la vue des encans de fermes dans le même rang.

Tableau 3 Quelques indices de l'intégration sociale des agriculteurs dans la collectivité locale et des effets d'événements internes et externes sur l'avenir de leur exploitation agricole pour les syndicats de secteur de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean (en pourcentage des réponses positives N = 1000)

ZONE	Participe à l'organisation des loisirs	Participe aux fêtes	Effets très graves des difficultés locales sur l'avenir de votre exploitation	Perspectives d'avenir dans votre secteur de production plutôt bonnes
Vallée Mistassini	41.8	56.4	23.6	41.8
Algé	47.5	60.7	19.7	65.6
Grandes Plaines	41.5	67.1	23.2	45.1
Des Rivages	42.0	72.5	15.2	44.2
Val-Jalbert	31.0	57.1	14.3	28.6
Labarre	36.6	64.2	22.4	62.7
Belle-Rivière	29.9	51.0	19.0	66.7
Secteur Nord	28.2	59.2	30.1	58.3
Saguenay	20.0	38.4	27.2	74.4
Baie des Ha!Ha!	45.7	52.9	20.0	52.9
Shishshaw/Valin	37.2	55.8	25.6	55.8

Ces recherches ont aussi montré que ces agriculteurs du Bas-Saint-Laurent ont une perception largement positive de leur milieu comme milieu de vie. Cela se reflète bien dans les perspectives qu'ils entrevoient pour leurs descendants. Contrairement à une époque pas si lointaine où le monde rural rimait avec mentalité bornée et rétrograde, ils préfèrent largement que leurs enfants, tant garçons que filles, puissent vivre à la campagne; dans d'autres pays de l'enquête où les agriculteurs ne voient pas l'avenir avec optimisme, ils souhaitent voir leurs enfants prendre le chemin de la ville où ils pensent qu'un meilleur destin les attend. Cette valorisation du milieu rural comme milieu de vie passe aussi par une valorisation de l'agriculture comme métier; ces agriculteurs de notre échantillon, on peut soutenir que ce sont ceux qui restent après une sévère sélection induite par la modernisation du secteur. Malgré des inquiétudes, ils considèrent que leur situation est plutôt bonne, se démarquant en cela de leurs collègues des autres pays, et cela les amène à voir favorablement un avenir pour leur progéniture dans le monde rural lui-même. Et, dans ce milieu, ils pensent aussi que les agriculteurs constituent le groupe le plus influent dans l'animation de la vie locale, bien qu'ils considèrent qu'ils doivent la partager avec les partis politiques, qui, par le jeu des allégeances politiques et de partisannerie, exercent aussi une influence sur la dynamique de la vie locale.

Cette satisfaction des agriculteurs face à la vie locale est certainement aussi en rapport avec leur lecture de la structure sociale de ces milieux. Contrairement à la perception des agriculteurs d'autres pays, ils sont plus nombreux à penser que les agriculteurs sont plutôt égaux entre eux et non divisés en groupes aux intérêts divergents. En effet, une question leur demandait s'ils trouvaient que les différences entre les exploitants agricoles de leur région étaient très marquées, moyennement marquées ou peu marquées. Alors que, dans

l'échantillon global, 40 % des producteurs agricoles pensent que les différences entre producteurs sont marquées, ce pourcentage n'atteint que 9 % au Québec. Les agriculteurs d'ici ont plutôt une représentation égalitariste et non conflictuelle de leur groupe d'appartenance en considérant majoritairement que leurs différences entre eux sont peu marquées.

De plus, les agriculteurs québécois ont de la difficulté à identifier des conflits qui auraient perturbé sensiblement la vie de leur collectivité ces derniers temps, à part les tensions résultant de la partisanerie politique. Par ailleurs, une autre série d'indicateurs nous montre que ces agriculteurs ont une image fortement positive de leur milieu social.

Dans notre enquête internationale, les répondants devaient dire si, d'après eux, on vivait mieux à la ville ou à la campagne, ou encore c'était pareil. Au niveau global, 42 % des répondants choisissent la campagne et 32 % la ville. Au Québec, 60 % des répondants préfèrent la campagne et seulement 16 % la ville; en Saskatchewan, les proportions se ressemblent, sauf en ce qui concerne la perception de la ville comme meilleur endroit pour vivre; seulement 6,4 % des répondants le pensent. Cet indice, cohérent avec d'autres, montre que les agriculteurs, malgré toutes les difficultés de la vie en milieu rural et dont les mass media ont fait largement état ces dernières années avec les inquiétudes manifestées dans différents forums, comme les États généraux du monde rural de l'UPA, manifestent très nettement une vision positive et valorisante du milieu rural comme milieu de vie. Avec la fin d'une sorte d'idéologie urbaine survalorisatrice de ce milieu et la montée des idées écologistes, le milieu rural comme milieu de vie devient un espace social hautement valorisé d'autant plus qu'il s'agit d'un espace où sont encore possibles les relations d'interconnaissances.

Les agriculteurs enquêtés déclarent aussi qu'ils peuvent compter sur l'aide des voisins en cas de difficulté, qu'il est facile de s'organiser pour réaliser ensemble des projets et qu'un bon niveau de tolérance existe dans leur communauté locale. Aussi, à plus de 90 %, ces agriculteurs pensent qu'il est facile de se faire de bons amis dans un tel milieu où on pense toutefois que les gens ont plutôt un comportement individualiste («ici, les gens ne s'intéressent qu'à leurs propres affaires»). Contradiction? Non, quand on connaît la culture rurale québécoise où l'esprit communautaire, d'entraide, a toujours fait bon ménage avec une valorisation égale de l'individualisme, de la réussite individuelle. D'ailleurs, ces agriculteurs du Québec pensent que leur avenir dépend d'abord d'eux-mêmes, et non des politiques agricoles ou de l'environnement économique, des marchés; et en cela, ils se démarquent des agriculteurs de la France, plus enclins à penser que leur sort réside dans la politique agricole, ou de ceux de la Saskatchewan, qui se voient volontiers comme fortement dépendants de la conjoncture du marché mondial des céréales. Face au phénomène des faillites en agriculture, il ne viendrait pas à l'idée des agriculteurs du Québec, comme de la Saskatchewan, de parler de la faillite d'une politique agricole.

CONCLUSION

Dans notre étude comparative internationale de l'exploitation agricole familiale, nous voulions vérifier le poids de certaines réalités objectives (la taille des exploitations, les systèmes de production, l'organisation du travail familial, la propriété du sol, etc...) sur des représentations concernant autant la vie locale que les rapports des agriculteurs avec la société globale. Une telle problématique est typique d'une approche sociologique classique; nous nous attendons donc à valider la plupart de ces hypothèses. Or, si certaines relations se sont manifestées, elles s'évanouissaient souvent lorsque l'on faisait intervenir le territoire comme variable contrôle. Il est alors apparu évident que le territoire et ce qu'il implique, soit l'existence d'un espace social local, le tout formant une territorialité singulière, exerçaient souvent une influence décisive sur les pratiques comme les représentations des agriculteurs. Cela revient à dire que le contexte socio-historique et spatial est finalement déterminant du mode spécifique d'organisation de l'agriculture et des traits de l'imaginaire des agriculteurs.

Et si l'espace reste important en agriculture, il nous apparaît maintenant que ce n'est pas tant à cause du séculaire rapport à la terre, qui est à l'agriculteur ce que la mer pourrait être au pêcheur, mais d'un certain rapport à une entité sociospatiale faisant sens pour lui; ce qui se joue ici, c'est la territorialité, et celle de ce groupe social.

Ces quelques observations, issues de travaux en cours, nous conduisent à identifier ce qu'on pourrait appeler la dynamique circulaire entre l'identité et le territoire. L'identité, qu'elle soit individuelle ou collective, se fonde sur une lecture et une pratique du territoire, mais une lecture et une pratique spatiales qui s'imprègnent largement de l'héritage historique qui laisse nombre de traces dans le marquage territorial, la toponymie. Et à son tour, le territoire ne prend forme et sens que dans la pratique sociale, la territorialité; si l'espace existe en soi avec sa morphologie, le territoire n'existerait que dans un rapport social. Son mode d'existence, sa géométrie en quelque sorte, serait fortement variable en fonction du groupe social qui en parle. Pour les agriculteurs, l'identité du territoire, de leur territoire, se structure à différents niveaux, le niveau mondial n'étant pas absent de leur univers de référence, comme en témoignent leurs préoccupations pour les règles internationales d'échange des denrées agricoles et qui se jouent au sein d'un organisme comme le GATT, mais le territoire de leur identité, c'est la collectivité locale, comme cadre structurant de l'existence et de sa propre identité. Évidemment, l'agriculteur est attaché à la terre par son travail, et s'y attache peut-être davantage par ses représentations, la valeur patrimoniale de ce facteur de production n'ayant pas nécessairement volé en éclats avec l'agriculture marchande, et son attachement à la localité, conséquence quasi fatale de sa situation, trouve actuellement un écho dans des idéologies globales qui, dans d'autres entités sociospatiales, font du local le lieu le plus favorable pour la gestion de la société comme pour l'épanouissement de l'individu.

Finalement, il faut rappeler ici une dimension politique essentielle de l'agriculture, mais qui échappe à toute enquête socio-économique, soit son rôle

dans l'occupation du territoire. Ce rôle, souvent occulté, négligé, est toutefois décisif du point de vue de la géopolitique, car toute prétention à l'exercice d'une souveraineté politique sur un territoire par une collectivité se fonde sur l'occupation, historiquement validée, dudit territoire. L'agriculture a évidemment été un bon moyen d'assurer à long terme cette occupation. On le voit dans notre propre histoire, c'est en faisant de la Nouvelle-France une véritable colonie de peuplement, supportée par l'agriculture, que prend forme une nouvelle collectivité nationale et son projet historique. Dans la conjoncture québécoise actuelle, cette question du rôle de l'agriculture dans l'occupation du territoire est au coeur d'un certain nombre d'enjeux sur l'avenir de plusieurs régions rurales; pour plusieurs spécialistes de cette question du développement rural, pas de développement régional sans la présence, structurante, de la fonction agricole. Comme quoi la dimension politique de l'agriculture est bien plus grande qu'on le soupçonne à première vue... et il est clair que peu importe le projet de société que le Québec pourra se donner dans l'avenir, il ne pourra faire l'économie d'un aménagement harmonieux de ses relations avec l'agriculture et les agriculteurs.

NOTES

- 1 Il s'agit d'un projet de recherche intitulé «Analyse comparative internationale des exploitations agricoles familiales» et qui bénéficie du soutien financier du CRSH et du CRDI (Centre de recherche en développement international).
- 2 Il s'agit donc d'une commandite de ces fédérations de l'UPA qui souhaitent de cette manière mieux identifier la situation de ses membres dans le cadre de la préparation des États généraux du monde rural qui se sont tenus en février 1991 sous l'égide de la Confédération de l'UPA. L'élaboration et la passation d'un questionnaire auprès de tous les membres ont été faites en étroite collaboration avec l'UPA et l'UQAR a versé une subvention dans le cadre du FIR pour soutenir la saisie et le traitement informatique des données. C'est notre collègue Oleg Stanek qui a assuré la direction de cette recherche.
- 3 Encore récemment, une imposante brochette de spécialistes des sciences humaines québécoises en débattaient dans le cadre d'un séminaire de la CEFAN de l'Université Laval; les actes de ce séminaire intitulé «La problématique de la région culturelle» devraient paraître bientôt aux Presses de l'Université Laval.
- 4 Une première partie des travaux de cette équipe a été publiée; voir Hugues Lamarche (dir.) *L'agriculture familiale*. Tome 1: Une réalité polymorphe. Paris, L'Harmattan, 1991. Le tome 2, *Pour une théorie de l'exploitation agricole familiale*, est en préparation.

(Acceptation définitive en juillet 1993)